

10

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

## SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE Vermelles - Trieux Assurances Générales	p I
DANS LE MONDE LES TRAVAILLEURS	p 6
LES SYNDICATS	p 9
LIAISONS	p II
FINANCES	p I3
CORRESPONDANCE	p I3
DISCUSSION Les conseils ouvriers La situation actuelle et notre programme	p I5
PUBLICATIONS	p I7
Hors texte : à propos d'une réunion de la Révolution Proletarienne	

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

Novembre 1963

Numéro 23

A PROPOS DE LA REUNION ORGANISEE le 9/II/63 par la

" REVOLUTION PROLETARIENNE "

sur son orientation à partir de la situation sociale et syndicale actuelle.

---

Dans ce qu'on appelle "la gauche" en France, il n'y a jamais eu de critiques profondes de ce qu'on appelle le mouvement syndical, mouvement qui pourtant, comme les autres formations politiques a joué son rôle au sein de l'Etat français et du capitalisme français, dans son maintien et dans sa relative stabilité.

Le mouvement syndical français a aidé, comme toutes les autres organisations dites de "gauche", à faire accepter aux salariés français leurs conditions au sein du régime que nous subissons.

Il y a quelques critiques superficielles, secondaires, faites par la Révolution Proletarienne ( et au même titre divers groupuscules trotskystes, l'Ecole Emancipée, certains anarchistes, Programme communiste, et d'autres encore) mais jamais, nous n'avons vu un groupement mener une critique radicale et systématique, une critique sérieuse de ce que représente le syndicalisme français (et naturellement le syndicalisme en général) dans la toile d'araignée qui contrôle toute la classe ouvrière.

Puisque la Révolution Proletarienne aujourd'hui voudrait faire un examen de la situation sociale et de la situation syndicale actuelles, les camarades du groupe "Informations et Correspondances Ouvrières" qui publient un petit journal ronéotypé selon leurs moyens, pensent qu'avant toute chose, il serait nécessaire de poser et de répondre à différentes questions ce qui permettrait de dégager une ligne générale de ce que nous voyons actuellement au sein de ce que certains appellent encore le mouvement ouvrier.

A- LE ROLE DES SYNDICATS: Il est certain qu'aujourd'hui les syndicats ne peuvent plus vivre sans l'Etat et que ce dernier a besoin de leur service pour se maintenir.

- nécessité des syndicats pour l'Etat. Tous les régimes totalitaires ont été obligés de créer artificiellement des syndicats ( Franco, la Russie, les pays de démocraties populaires sont des exemples frappants), tous les Etats "nouveaux" ont créé également leur succursale syndicale (anciens pays colonisés ayant accédé à l'indépendance). Dans les anciens pays dotés de syndicats, ce sont ces derniers qui se sont transformés petit à petit comme auxiliaires de l'Etat.

- sur le plan intérieur, chaque centrale syndicale est plus ou moins rattachée à un parti politique pouvant prendre le pouvoir.

- sur le plan international, le rôle des impérialismes est essentiel. La scission ou la réunification de certaines centrales va de pair avec les rapprochements ou les divergences entre impérialismes (c'est clair pour la France:

# les travailleurs en france

## LA GREVE DE VERMELLES (Pas-de-Calais)

Dans le numéro 22 d'ICO (octobre 63) nous avons parlé d'une grève déclenchée le 3 octobre par des mineurs dont le puits devait être fermé. Leur réplique spontanée: occupation de la mine.

Cette grève s'est terminée de la manière habituelle. Après avoir proclamé partout leur "solidarité" les syndicats ont stoppé ce mouvement.

Il n'y avait d'autre solidarité à attendre que celle des mineurs des autres puits, d'autre propagande que celle des mineurs en grève. Dans la mesure où tous se laissent enfermer dans les manifestations syndicales, les syndicats pouvaient jouer leur rôle: faire accepter la politique du pouvoir à l'égard des mines, c'est-à-dire la concentration des puits.

Voici comment cette grève s'est terminée:

Vendredi 11 Octobre:

Extrait de la "Voix du Nord" 12/10/63:

"...Ainsi que nous l'avons dit, les Houillères affirment que le gisement du 3 de Vermelles est pratiquement épuisé.

"Parmi les syndicats, FO et la CFTC reconnaissent que l'extraction ne pourrait se poursuivre longtemps au 3 de Vermelles. La CGT, par contre, demeure sur ses positions, à savoir: il reste du charbon, il ne faut pas fermer le puits. Elle demande la création d'une commission technique de contrôle qui descendrait au fond afin de vérifier si les veines sont effectivement arrivées à épuisement.

"En attendant, la CGT exige qu'il soit sursis à toute mutation ou fermeture.

"C'est ce que les deux délégués expliquèrent aux mineurs venus les entendre vendredi matin. M. Galesne, lorsqu'il eut achevé son exposé, demanda à son auditoire s'il approuvait son projet d'une nouvelle réunion pour ce matin 10h.

"Pendant un long moment pesa un lourd silence. Puis, peu à peu, les langues se délièrent, et d'une réflexion à l'autre, on en arriva à une série d'interventions qui prouvèrent que l'on était loin de l'unanimité.

"Voilà huit jours que ça dure, dit l'un, et on ne sait toujours rien". "On voudrait être fixé, parce que mardi, il faudra prendre le car" criaient d'autres. Un mineur déclara: "Même au fond, ça flotte". Un autre se leva pour affirmer: "Le mouvement a été lancé alors qu'il ne recueillait pas la majorité".

"A travers plusieurs réflexions, on perçut une rancœur demeurant du dernier conflit de mars-avril.

"Une poignée d'hommes ne fera pas plier les Houillères, cria un gréviste, alors qu'en avril, tous les mineurs eurent du mal à faire débloquer quelques milliards.

"M. Galesne reprit la parole pour dire que depuis 1956 et même 1962, les conditions avaient changé. Il parla du "mythe des industries nouvelles" qui n'avaient rien résolu puisque les deux plus importantes ont employé au plus 800 hommes, et que la plupart n'étaient pas des mineurs. Finalement, il réussit à faire admettre le principe d'une nouvelle réunion ce matin.

"...Pendant ce temps, la CGT tentait encore quelques tractations, mais son chef de file nous avouait dans la soirée qu'elles s'étaient révélées vaines. Aussi demandera-t-il aujourd'hui aux gars du fond de remonter afin de se joindre à un meeting général qui, ce samedi à Vermelles, touchera le groupe entier."

Samedi 12 octobre:

Extrait de la "Voix du Nord" -13 et 14 octobre 1963:

" Au terme d'une réunion tenue le matin, la reprise du travail à la fosse 3 de Vermelles a été votée, à la quasi-unanimité, par les mineurs de cette fosse.

"Quelques grévistes avaient manifesté l'intention de poursuivre le mouvement pendant 24 heures.

"...Dans ce groupe de Béthune-Noeux, dont dépend Vermelles, la CGT avait lancé pour samedi un ordre de grève de 24 heures, auquel la CFTC et FO ont refusé de s'associer.

"Sur les 3.385 descentes prévues dans les douze puits du groupe, seules 1285 ont eu lieu, soit 38%. Dans les services du jour, 77.6% des ouvriers étaient à leur poste.

"Quatre députés, trois conseillers généraux, plusieurs maires, des délégués syndicaux, un prêtre, une fanfare... C'est dans une atmosphère de kermesse qu'a pris fin, à 16 heures, la grève au fond des 80 mineurs de la fosse 3 de Vermelles. Elle durait depuis huit jours.

"Après une bousculade monstre pour savoir qui embrasserait le premier ces volontaires de la nuit, un cortège se forma fort de deux mille personnes environ. Il prit fin par un meeting improvisé, un vin d'honneur...et un mariage.

"..Le cortège se rendit ensuite au monument aux morts, puis ce fut la dispersion sans incidents, aux accents du "Chant des enterrés", composé par un mineur gréviste durant son séjour au fond de ce puits 3 de Vermelles. Mardi le travail reprendra normalement, chaque mineur se rendant à la fosse pour laquelle il a été désigné par la direction du bassin Nord-Pas-de-Calais des Houillères nationales "

Et voici la conclusion du délégué CGT à l'issue du meeting de Vermelles:

"Vous avez alerté l'opinion publique. Vous pouvez être fiers de n'avoir pas accepté sans combattre la fermeture de notre puits. Si le gouvernement avait bonne conscience, il accepterait notre proposition de constituer une commission d'enquête sur l'état réel des réserves de charbon "

REFLEXION d'un CAMARADE SUR LA GRÈVE DE VERMELLES:

"Les syndicats, d'après le Monde du 10/10 ont carrément refusé de soutenir une telle grève, partie de la base: la grève ne défendait pas les mineurs pour le maintien de leur travail puisqu'ils pouvaient travailler ailleurs, il n'y avait pas atteinte dans les salaires. La situation ne se présente pas du tout comme à Decazeville et la CFTC estime qu'il est inhumain de laisser des mineurs au fond de la mine, il y a assez de morts comme cela.

"Nord-Eclair" pense que l'argument des mineurs "nous manquons de charbon" est valable et sera sensible au sein de l'opinion publique. La civilisation du charbon était valable jusque et y compris la dernière guerre mondiale. Le charbon tend de plus en plus à disparaître au profit du pétrole. On se demande jusqu'à quel point le manque de charbon ce dernier hiver n'était pas exagéré par les puissants trusts de pétrole. De nombreux particuliers et des grosses boîtes ont profité des circonstances pour transformer leur chauffage au charbon par le chauffage au mazout ou au gaz.

"Il semble que ce soit trop raisonné et trop sentimental de penser que les mineurs regrettent dans l'abandon des mines leur travail quotidien, leur propriété bâtie par eux et par leurs parents. C'est beaucoup plus "terre à terre", les mineurs sont comme la plupart des hommes, des conservateurs, ils ont fait un trou relativement douillet pour eux, un emplacement où ils ont l'habitude, ils refusent le changement, ils ont peur de l'inconnu, de l'incertitude, du nouveau. Ils se sentent

"laisés parce que leurs habitudes seront transformées, ils devront s'accoutumer à une nouvelle vie, à un nouveau jardin, à une nouvelle maison, à de nouveaux voisins, à de nouveaux commerçants, etc... C'est plus ce qu'il y a en dehors de leur travail lui-même qui les décide à cette lutte, c'est plus leurs habitudes chez eux qu'ils regrettent parce que, travailler là ou ailleurs, quelle importance, de toute façon ce sont des heures perdues.

"La conception du syndicalisme révolutionnaire qui voulait que l'ouvrier aime son travail, vive avec son travail, réfléchisse avec son travail, ne semble plus avoir cours, si à un moment donné elle a eu cours au sein de la classe ouvrière. L'ouvrier professionnel qui concevait et qui formait entièrement son objet, qui en quelque sorte le créait, pouvait avoir cette conception; le mineur qui a toujours eu un travail d'équipe, un travail monotone à renouveler sans cesse ne peut avoir une conception semblable. "

#### OCCUPATION d'une MINE DE FER à TRIEUX (puits de SANCY- Meurthe-et-Moselle).

Le 6 novembre, cela fait 22 jours que 258 mineurs de fer, licenciés par la Société Saulnes et Gorcy, sont au fond de la mine, en lutte contre leur licenciement. Les 255 autres mineurs du puits - non licenciés- sont aussi en grève.

Pour le reste, tout ce passe comme dans d'autres conflits semblables: beaucoup de paroles, de bruit, de manifestations sporadiques. Mais pas de solidarité réelle. Ce mouvement reste isolé. Nous en parlerons plus longuement dans le prochain bulletin.

Pour la solidarité financière: A. OLETTO - 14 Rue Marc Raty, TRIEUX.  
(M. et M.) ccp 64-73-Nancy.

#### ASSURANCES GENERALES:

Le texte qui suit a été diffusé sous forme de tract aux Assurances Générales à la suite d'une assemblée des 1500 salariés de l'entreprise, convoquée par les syndicats. L'un des sujets de la réunion était: les salaires - l'autre: la fusion des trois sociétés distinctes autrefois (Vie-Accidents-Incendie), réalisée récemment, le président unique du groupe Assurances Générales restant à désigner. Comme il s'agit d'une société nationale, ces transformations (qui sont une concentration au sens capitaliste du terme) donnent lieu à des compétitions pour les places de direction à l'échelon des ministères, d'administrateurs et de représentants divers, à l'échelon des syndicats. La diffusion de ce tract a été réalisée par les camarades qui sortent dans cette entreprise depuis huit années le "Bulletin Assurances Générales", bulletin d'entreprise, créé à la suite d'une action autonome en novembre 1955 (le récit de cette action a été publié dans la revue Socialisme ou Barbarie N° 20- 1956 et dans une brochure intitulée "Une expérience d'organisation ouvrière").

"Par un "AVIS AU PERSONNEL" (sic, nous sommes "du personnel" pour les responsables syndicaux, ni plus ni moins que pour le bureau du personnel) distribué dans les bureaux pendant les heures de travail - à la porte c'est démodé aujourd'hui, on a l'accord des directions pour faire ça sans risque-, les sections syndicales A.G. et Métropole, CGT, CFTC, et FO nous ont avisé (le jeudi matin, et même à 13h) qu'elles organisaient ce même jeudi 24 octobre à 15h30 à l'intention du personnel (resic) une "importante" réunion d'information sur les salaires et la concentration (les directions avaient dû en être avisées avant nous car les voitures avaient été évacuées et dès le matin les hauts parleurs étaient en place...)

"Par la voix de Mme Jeanmet (CGT Vie) Mars (FO incendie) Bignon (CFTC accidents) en présence de l'état major syndical des AG, les syndicats nous ont bien montré le rôle qu'ils ont dans la société d'aujourd'hui.

"Les syndicats sont des instruments de médiation entre les dirigeants (entreprises, état) et les travailleurs. Les dirigeants des syndicats aspirent à se faire reconnaître comme une partie de l'appareil d'état qui nous domine; ils sont des instruments du capitalisme qui s'en sert pour nous dicter ses conditions. Ils signent des pactes avec les employeurs et cherchent à nous les imposer.

"Des gens comme M. Bignon exercent une fonction dans l'entreprise exactement comme un directeur, un notaire, un flic ou un juge. Dans les pays nouveaux les dirigeants créent les syndicats avec des professionnels qui sont chargés de faire accepter aux travailleurs les décisions prises d'en haut. Dans notre pays, les syndicats sont maintenant exactement la même chose. M. Bignon nous l'a bien expliqué lui-même; il n'y a pas à attendre de lui ou des autres "qu'il nous défende" soit pour les salaires, soit pour la concentration: il n'est pas là pour cela, et il ne le fera pas. Son rôle est de nous faire accepter les 4% de rallonge qu'on va nous donner et les transformations qui résulteront de la concentration. C'est pour cela qu'il est venu nous dire pour le compte des dirigeants que nous n'avions pas à nous inquiéter et qu'il nous suffisait de leur faire confiance. C'est ce que les syndicats appellent "s'occuper de nous".

"On peut dire que M. Bignon est parfait dans le rôle qu'il nous a joué. C'est pour cela qu'on l'a choisi: bon orateur, amuseur, cabotin, menteur, usant de toutes les ficelles des orateurs rompus à la politique (par exemple la fin à 17h5 pour empêcher toute contradiction).

"C'est parce qu'il joue bien ce rôle vis-à-vis des employés (comme un ingénieur sait bien organiser l'usine, ou le directeur financier faire de bons placements, ou le commissaire de police faire "de la bonne police") qu'il est ce dirigeant en contact avec des dirigeants, dont il nous parle si abondamment et si somplaisamment. Tant il a voyagé, déjeuné, siégé, dans la bonne ambiance des voyages aux USA, en Russie, ou autres congrès, discuté avec eux dans les salons feutrés ou dans les tête à tête dans les bureaux capitonnés des directeurs, qu'il "n'a pas peur de nous dire" que ce "sont des gens très agréables". Il y a tant d'années qu'il n'affronte plus patrons et cadre comme des supérieurs hiérarchiques chargés d'autorité et de discipline dont dépend notre vie. Et il peut en passant, verser un pleur sur ces pauvres codificateurs... Pourquoi voudriez-vous qu'il leur dise "des injures" à ces patrons, puisque c'est son milieu même de dirigeant, d'un dirigeant particulier dont beaucoup d'entre nous n'ont pas compris le rôle, mais d'un dirigeant comme tous les autres dirigeants.

"Nous autres employés, nous sommes de l'autre côté: nous affrontons chaque jour plus ou moins la discipline, les cadences, les cadres, le travail, jamais de "bon cœur", sans parler des observations, petites ou grandes, vexantes ou méprisantes; M. Bignon a-t-il jamais eu affaire au puma (I)? Notre défense, ce n'est pas dans les antichambres ou dans les cocktails, mais dans notre affrontement quotidien de "l'autorité". Les délégués importants, personne ne leur marche jamais sur les pieds; nous, c'est presque tous les jours; alors on crie, on réplique. Protester individuellement ou collectivement, c'est notre plus sûr moyen de défense. Et notre moyen de lutte quand les choses deviennent sérieuses, c'est la grève, la grève pour nous, pas pour le syndicat, pas pour la politique.

"Ce que nous disons là n'est pas pour M. Bignon, c'est valable pour tous les autres qui se cachaient derrière lui: car quels étaient les buts de la réunion? Pas de nous informer puisque nous n'y avons rien appris et que M. Bignon lui-même a fini par avouer qu'il ne pouvait rien nous dire.

-le but principal était de nous transformer en moutons dociles face à la fusion .

(I) il s'agit d'un employé spécialisé dans la chasse aux employés qui bavardent dans les couloirs, ainsi dénommé partous.

-il fallait que les syndicats paraissent "faire quelque chose" pour les salaires pour conserver leur réputation de "défenseurs des employés" et préparer peu à peu les élections.

-il fallait que les syndicats de l'assurance fassent quelque chose dans la grande campagne politique que partis et syndicats poursuivent, droite et gauche, la main dans la main, appuyant qui les intérêts américains, qui les intérêts russes, contre le gaullisme pour qui l'on faisait grève il y a un an et demi.

"Ce n'est pas la peine d'insister plus là-dessus car c'est notre défense d'employés qui nous intéresse.

"M. Bignon au nom des syndicats et de l'unité a réussi à mettre à dos la Vie et les autres branches: c'était sans doute ce qu'il visait, diviser pour mieux faire accepter.

"Si la Vie a de meilleures conditions de travail, M. Bignon sait mieux que quiconque pourquoi:

- en mars 50 après trois semaines de grève pour rien (grâce à FO et à la CFTC) 100 employés de la Vie sont rentrés une demi-journée après les autres en file indienne par la cour d'honneur sous les regards de tous, pour marquer leur fierté.

- en mai 53 des employés de la Vie se sont opposés à l'extension de l'horaire à 42h30 qui avait été accepté par des délégués CGT, CFTC, et FO; la Vie fait toujours 40h. Pourquoi l'Accident avec les gros bonnets forts dans les anti-chambres fait-elle 42h30?

- en novembre 1955 à la suite de grèves tournantes, les trois syndicats signent sans consulter un accord pour 5%. Les employés de la Vie ne l'acceptent pas et continuent la lutte en dehors des syndicats. Résultat: Vie 17.64% - Incendie et Accidents qui ont suivi les syndicats 5%. C'est payant de faire "confiance".

"Et cela a continué depuis. Les avantages Vie, ce n'est pas grâce aux bontés de la direction, comme Monsieur Bignon essaie de le faire croire. C'est l'attitude des employés de la Vie, qui ne sont pas meilleurs que les autres mais qui, à des moments importants de leurs luttes, n'ont pas suivi aveuglément les syndicats. Il y a huit ans, quand nous avons essayé de construire le Conseil du Personnel pour exprimer les revendications de tous les employés sans distinction de tendance et pour que les employés puissent se défendre eux-mêmes, les mêmes qui nous reprochent de ne rien construire ont fait bloc avec les directions pour briser par tous les moyens. Nous étions alors des vendus au patron, des poujadistes, des assassins même.

"Ce qui est vrai c'est que les organisations syndicales ne peuvent rien tolérer de ce qui se passe sans eux et en dehors d'eux: cela fait partie de leur rôle.

---

"Des propositions constructives nous pouvons en faire et pas du tout révolutionnaires. Ce n'est pas un programme pour les bonzes syndicaux, mais simplement des propositions à tous les employés des A.G. à tous ceux pour qui le syndicat n'est pas la bergerie ou l'échelle pour gravir les échelons de la hiérarchie.

"Pour la concentration: un comité formé de représentants élus dans chaque compagnie, un délégué par groupe d'employés ayant un même travail par exemple et qui ne prendrait aucune décision avec les directions sans l'accord de tous les intéressés (les syndicats ne peuvent pas prendre un tel engagement, cela leur est impossible).

"Pour les salaires, il y aurait tant à dire sur la hiérarchie, etc... la place manque. Les syndicats sont incapables de s'engager à ne rien signer sans notre accord.

"Pour les 40 heures: si les employés de l'accident sont décidés, ils peuvent agir..

"Pour la retraite: les syndicats peuvent-ils faire rétablir les âges de retraite qu'ils ont fait supprimer en 1947 pour les titulaires du carnet?"

"Mais rien n'a de valeur qu'autant que les employés considèrent que c'est leur intérêt et qu'ils se décident à agir eux-mêmes."

"On ne peut que leur dire: faites attention, les syndicats s'agitent; ils sont encore plus dangereux quand ils parlent d'unité et quand ils nous demandent de "leur faire confiance". Le bien de chaque travailleur, sa dignité, sa paie, ses avantages, c'est lui seul et personne d'autre qui peut le défendre. "

## dans le monde, les travailleurs

### AFRIQUE NOIRE:

"En août 1963, à Brazzaville, les syndicalistes imposent le départ de Fulbert Youlou. En octobre 1963, les syndicalistes dahoméens exigent la démission de M. MAGA et semblent soutenir l'équipe de remplacement Apithy. Les syndicats ne sont que des éléments de manoeuvre des équipes gouvernementales en place ou des équipes de remplacement prêtes à prendre la place que ce soit dans des pays ayant une longue tradition syndicale ou dans les pays "neufs" où le syndicalisme est de création récente et souvent venu par en haut. "

### HOLLANDE:

(de Défense de l'Homme - N° 176 - Juin 1963).

1960 : 121 conflits (grèves sauvages) 467.392 heures perdues.

### ALLEMAGNE:

( de Befreiung - N° 7 - 1963).

"Deux communications au sujet d'une ville: Cologne:

"1) Dans la zone de Cologne, 16.000 personnes (familles avec enfants) vivent depuis 15 ans dans des baraquements, qui sont dans un tel d'abandon qu'on ne peut vraiment pas leur appliquer le nom d'habitations.

"Par temps de pluie, il n'y a pas assez de récipients pour recevoir les trombes d'eau qui pénètrent à l'intérieur. Les installations sanitaires sont si primitives que leur description paraîtrait incroyable. Lorsqu'il pleut ou que le temps est humide, les rares cabinets sont inaccessibles parce qu'ils sont installés au creux d'un marais. Les habitants font alors leurs besoins dans le coin d'un hangar découvert qui sert de salle de jeu aux enfants pendant le jour. Changer cette situation impossible n'était pas possible jusqu'à présent car l'argent manquait pour remplacer ces baraquements par des maisons.

"Des prises de vues sur ces "habitations" furent passées il y a très longtemps à la télévision allemande.

"2) Communiqué de la télévision de Frankfort le 16/5/63: on doit construire à Cologne-Ossendorf une nouvelle prison avec 1050 cellules. Ce projet de 37 millions de D.M. doit être réalisé en 4 tranches de construction jusqu'en 1967.

A l'occasion de la construction de cette nouvelle prison on expérimentera pour la première fois cette méthode de construction en bloc, développée en Allemagne et en Suède. On construit chaque cellule avec sa serrure à l'usine y compris les fenêtres, les installations sanitaires, la plomberie, le revêtement du sol, la peinture intérieure. Les toutes dernières découvertes de la technique en optique et acoustique permettent d'indiquer les essais d'évasion.



TCHÉCOSLOVAQUIE:

(extrait du Monde- 10/6/63).

"Pour renforcer la discipline du travail, l'Assemblée nationale tchécoslovaque a voté une loi réprimant l'absentéisme et le parasitisme.

"Ces délits jusqu'à présent du ressort des tribunaux populaires, étaient passibles de peines administratives telles qu'amendes, privation de vacances, etc.. De telles sanctions restent prévues lorsque le délit se produit pour la première fois. Mais en cas de récidive, les délinquants seront déférés devant les tribunaux départementaux et passibles de peines allant d'un à trois ans de prison.

"Le député Josef Zednik qui a présenté cette loi, a souligné qu'en 1962 le nombre des journées de travail ainsi "chômées" avait atteint le chiffre le plus élevé enregistré au cours des cinq dernières années, soit 2.300.000".

DANEMARK:

(du Monde- 28/9/63).

"Les dockers danois ne boycotteront plus les navires venant d'Afrique du Sud. Ils s'y sont engagés aux termes d'un accord passé après de laborieux pourparlers entre leurs représentants et ceux de la Confédération du patronat. Cette convention leur impose en outre l'obligation de verser aux armateurs lésés par leurs grèves une indemnité globale de 13.000 couronnes (9100 frs) en échange de quoi ces derniers arrêteront les poursuites qu'ils avaient entamées devant le tribunal des prud'hommes pour six affaires de débrayage illégal concernant des cargaisons sud-africaines. Cet arrangement met un point final à trois mois de lutte et d'incidents. Sa conclusion a été accueillie avec soulagement à Copenhague tant dans les milieux économiques que dans les cercles gouvernementaux.

"Ceux-ci en effet tout en condamnant théoriquement et officiellement la politique d'"apartheid" n'avaient pas assisté sans inquiétude à la petite guerre de représailles engagée ces derniers temps dans le pays contre les marchandises sud-africaines. Actuellement les exportations danoises vers le Cap et le Natal l'emportent de beaucoup sur les importations en provenance des mêmes régions.

"Or, la campagne lancée au Danemark contre la politique de l'Union Sud-africaine, avait eu pour résultat pratique d'amener certains hommes d'affaires de Johannesburg, à annuler des projets de contrats, voire des ordres d'achats, conclus avec des firmes danoises.

"Les plaintes arrivées de différents côtés à la section économique du ministère danois des affaires étrangères faisaient foi de ce danger. Etant données les difficultés qu'il rencontre pour l'instant dans le domaine commercial, le Danemark ne peut se permettre sans risques de voir certains marchés se fermer devant ses produits, surtout des marchés d'avenir. "

De la théorie à la pratique, ou les limites de l'action directe.....

U.S.A.:

Données économiques du problème noir  
(extraits de la "Vie Française", journal financier).

"On dit qu'un Américain sur dix est de descendance africaine. Les derniers recensements font état de 18.871.831 Noirs (en 1960) mais on estime que deux millions au moins ont réussi à perdre leur identité en se faisant passer pour Blancs. Ce qui porterait le total à plus de 20 millions. Depuis la proportion des Noirs par rapport aux Blancs a augmenté, car le coefficient de reproduction chez les Américains d'origine africaine est plus élevé que chez les autres. En 1950, sur 1000 américains on comptait 99 noirs, en 1960 c'était 105 sur 1000, en 1980 ce sera 120 sur 1000; en 2.000 on atteindra peut-être 140, sur 1000.

"...Les businessmen, pourvus de confortables situations, membres des meilleurs clubs ne sont pas parmi les partisans les plus résolus de la ségrégation.

"Même les Blancs arrivés à de bons emplois et qui appartiennent à la classe moyenne ne font pas partie de leurs clubs. S'ils sont assez bons démocrates pour s'appeler par leurs prénoms au bureau, ils restent socialement sur un plan différent.

" Pour l'ouvrier, le petit employé, la question noire se présente sous un jour menaçant. La technologie, en se perfectionnant, élimine les inutiles et restreint l'embauche. On leur dit: "Il y a plus de chômeurs noirs que de chômeurs blancs ". C'est vrai. Ce qui est tout aussi vrai, c'est que si l'on compte 900.000 noirs sans travail, 3.400.000 blancs sont dans le même cas.

"Peut-on, ceci étant, accuser ces blancs d'être inhumains ou incompréhensifs en barrant aux noirs l'entrée dans les syndicats qui sont les maîtres sur le marché du travail?

"N'ont-ils pas été organisés ces syndicats, à la fin du siècle dernier, par des minorités, dans le but de défendre ces minorités raciales, ethniques, religieuses dans l'industrie américaine? C'est parce qu'ils ont été organisés sur ces bases particulières que les syndicats US sont quelque chose comme les universités élégantes et les clubs américains où il est difficile d'être reçu si n'y a pas appartenu avant vous votre père, et si possible, votre grand-père. Le Comité directeur de l'organisation AFL-CIO n'a pas voulu défiler avec les paroissiens noirs endimanchés que les pasteurs ont amenés à Washington. Il est facile de comprendre pourquoi. Cependant, pas de doute, dans les grandes métropoles comme New-York, Chicago, Philadelphie, Détroit, Saint-Louis, etc... le vote noir est décisif pour les démocrates. C'est pourquoi on essaie d'arriver avec les syndicats - non moins puissants sur le plan électoral car ils votent eux aussi pour la plupart démocrates- à un compromis. On essaie d'obtenir que ceux du bâtiment par exemple, qui travaillent beaucoup pour les projets que finance l'Etat, ou la municipalité ou le gouvernement fédéral, acceptent un certain nombre de noirs qualifiés.

"Mais voilà...le nombre de qualifiés est faible parce que les écoles d'apprentissage dépendent des syndicats et qu'il n'y a, pour ainsi dire, pas d'apprentis noirs...La fin véritable de la ségrégation dans les syndicats n'est pas plus en vue qu'elle ne l'est dans les écoles où cette semaine on accueille les écoliers.

"...C'est parce que les noirs ne sont plus des pauvres, parce que leur masse représente chaque année des milliards de dollars de dépenses que le Business ne peut pas ignorer le problème noir. Il l'ignore d'autant moins que la première expérience de Boycott de Sun Oil Co tentée par un groupe de pasteurs noirs de Philadelphie en 1961, a été un succès et que d'autres boycotts ont suivi, dont un à Boston au printemps dernier contre Continental Wonder Bread où l'on a vu les Noirs exiger non plus que soit embauché un certain quota d'entre eux, mais l'attribution à des Noirs de postes de choix déterminés par eux,

"La terreur du Boycott hante, après cela, les grandes compagnies industrielles, le gros commerce et les banques. General Motors qui vend des millions d'autos aux noirs, sera-t-il forcé de prendre parmi eux des agents généraux et des démarcheurs pour avoir la paix? C'est possible les chaînes de supermarkets prendront-elles des comptables, des inspecteurs et même des directeurs? C'est probable. Les banques alertées par le Boycott, déclenché contre la Jefferson Bank and Trust, de St Louis, des caissiers et des chefs d'agence de couleur? C'est certain. "

"	<u>Salaires annuels moyens aux U.S.A.</u>	<u>Noir</u>	<u>Blanc</u>	"
"	Avec instruction primaire:	12.700 F	21.890 F	"
"	-d°- secondaire	19.315	30.930	"
"	Avec formation universitaire	32.220	41.440	"

(Les chiffres donnent seulement un ordre de grandeur et ne doivent pas être comparés franc pour franc aux salaires français: tout dépend des prix aux USA et en France.)

# les syndicats

## L'OPINION d'un SYNDIQUÉ SUR SON SYNDICAT:

(extrait du Bulletin des Correcteurs, organe du syndicat des correcteurs affilié à la Fédération du Livre-CGT)

(Pour la compréhension de cet article, il faut préciser que l'on ne peut avoir du travail comme correcteur si l'on n'est pas syndiqué et qu'on n'est syndiqué que si l'on est présenté par deux parrains déjà en fonction. Le syndicat exerce donc un contrôle total de l'emploi: c'est à lui seul que les patrons (presse ou labour) s'adressent pour avoir des correcteurs; ils n'en recrutent pas ailleurs).

"Mon propos n'a d'autre ambition que de souligner l'évolution de nos moeurs syndicales, de mettre en relief nos contradictions en définissant un certain malaise ressenti par beaucoup de camarades qui ont connu le syndicat dans l'immédiat après-guerre, et qui, n'appartenant pas encore à la génération des anciens sont également éloignés de la nouvelle vague.

"En constatant le peu de rigueur de nos principes, un observateur impartial verrait facilement dans notre "constitution" un modèle d'adaptation rapide et superficielle à une époque (déjà dépassée). Il trouverait étrange que des gens qui visent à la suppression du salariat et du patronat et partant, se définissent comme association guerrière, se régissent à la petite semaine avec des statuts anciens qui semblent avoir été faits pour une humanité exceptionnellement vertueuse et qui manquent à ce point de rigueur qu'on en peut facilement transgresser l'esprit en respectant la lettre.

"...Les fondateurs de notre association l'ont marquée de l'esprit de l'époque: leur droit au travail était une conquête difficile; l'union, la camaraderie étroite étaient une nécessité de la lutte: il était normal, se connaissant et s'appréciant, qu'ils se fassent confiance, c'est pourquoi leurs règles étaient en réalité des statuts moraux de société secrète qui dépassaient largement le cadre des statuts légaux. Nous retrouvons les marques de confiance de tout syndiqué envers son confrère jusque dans nos plus petites habitudes. Nous hésitons à demander des comptes ( "Chez nous, il n'y a pas de flic, slogan qui revient toujours" ); tout indique dans nos moeurs une répugnance profonde à vérifier et à intervenir. Le camarade syndiqué est a priori un juste. Nos statuts ne sont pas tatillons, ils laissent une entière liberté à chaque membre. Le syndiqué est supposé syndicaliste, bien que les garanties demandées soient faibles. Car comment jauger le néophyte? L'occasion d'un choix héroïque ne lui sera jamais donnée alors qu'elle fut monnaie courante chez son aîné. Il coule de source que le simple égoïsme et le simple bon sens suffisent pour faire respecter les quelques règles nécessaires à faire accepter passivement les petites servitudes, le syndicat étant le seul garant de salaires décents. "L'époque a changé, la carte fédérale est devenue un laissez-passer", disent d'ailleurs nos vieux camarades... Et comme ils ont raison !

"Le repos du guerrier commence aujourd'hui avant la guerre. Quand elle sera enfin déclarée (par d'autres que nous), le guerrier aura-t-il encore envie de se battre comme il le prétend, non pour la suppression du salariat et du patronat idéal d'une génération opprimée, mais pour conserver sa mèche?

"...Dans le parrainage du nouveau, nous retrouvons encore des moeurs de société secrète: les parrains sont censés amener dans ladite société un membre dont ils répondent moralement, ce qui suppose de leur part une connaissance réelle de l'individu et un jugement sain. Il est évident que si les parrains ne comprennent pas leur rôle, des indésirables peuvent se glisser dans nos rangs à la faveur d'un parrainage de comptoir...

"...La société secrète l'est d'abord au niveau de l'équipe; quand celle-ci était composée de syndicalistes de type ancien, les relations utilitaires se nouaient généralement dans le cadre de la lutte commune, le nouveau avait fait ses preuves; la profession, en se fonctionnalisant, a dû recruter rapidement, attacher plus d'importance au niveau professionnel; l'esprit ancien se perd, mais les statuts subsistent. Notre syndicat, on ne le dira jamais assez, n'était pas à l'origine une association de gens ordinaires, il s'est constitué autour d'un noyau de militants suscités, façonnés par l'époque et ses durs impératifs. Ces statuts si libéraux que sous-tendait une tradition morale, et, dans lesquels chacun se sentait à l'aise, favorisent aujourd'hui les habiles. L'ancienne camaraderie devient collusion d'intérêts. L'équipe, instrument de combat bien structuré d'hier a perdu sa rigueur en conservant son indépendance. Aucun critère n'étant indiscutable elle choisira ses nouveaux membres suivant son penchant et son choix reflétera souvent une grande frivolité. On peut même dire que la séduction personnelle est le seul critère infallible, c'est pourquoi les habiles ont toujours manifesté une crainte mystique de la dictature qui les pousse à substituer à l'arbitraire supposé du comité l'arbitraire certain de l'équipe, terrain d'élection qu'ils savent cultiver et ensemençer. Le candidat aura donc tout intérêt à développer en lui ces aptitudes, cet esprit femelle de séduction, d'intrigue, exactement à l'inverse de la vraie camaraderie qui, les loisirs de la profession aidant, -loisirs que ses aînés ont employés à des fins militantes -, lui permettrait de cultiver ses chances de promotion dans un milieu sans lois précises, où les formes les plus malsaines de la lutte pour la vie s'accommodent de la légalité syndicale.

"L'apparence de vie militante active que donnent parfois nos assemblées ne concerne qu'une minorité.

"...Le clivage auquel nous assistons si nous comparons nos discours à nos actes: idéalisme dans la parole, opportunisme dans les moeurs, n'est sans doute que la tendance naturelle qu'a toute communauté humaine née dans la lutte à se dissocier dans la paix et l'abondance en conservant les apparences.

"Nous sommes devenus des gens ordinaires et nous prétendons régir nos actes avec des statuts conçus à une autre époque et par une autre espèce d'hommes. Une association qui suppose, pour fonctionner normalement, la vertu de ses membres et leur discipline tend à se transformer automatiquement en maffia quand cette vertu ou cette discipline viennent à manquer. La lucidité et le courage consistent il me semble, à prendre conscience du danger et partant, du principe que tous les dynamismes sociaux finissent par s'installer dans la bureaucratie, (l'administration ne survit-elle pas à toutes les décadences?), à réfléchir au moyen de préserver notre unité en rendant la maison habitable pour tous, en établissant des règles précises d'accès et de promotion et en repensant nos statuts. Pour que le mal soit sans remède, il faudrait que la maffia soit plus importante en nombre que le restant des syndiqués, et je ne suis pas misanthrope au point de le prétendre "....

L'OPINION d'un DIRIGEANT SYNDICAL SUR LEGOUVERNEMENT (gaulliste)  
(extrait du Monde 15/9/63)

"A l'issue de l'entrevue que les représentants de la CGT ont eue vendredi avec le premier ministre, M. Benoît Frachon a insisté sur la portée de cet événement. "Le fait important, a-t-il dit, c'est que la CGT a été reçue. Remarquez quel ostracisme pratiqué à son encontre n'a jamais porté atteinte à son

autorité. C'était tout simplement grotesque de ne pas la recevoir, de vouloir l'ignorer. Cela a été un dialogue sans surprise. De part et d'autre, nous nous sommes exprimés avec beaucoup de franchise et lorsque M. Pompidou nous a donné les raisons des décisions prises et l'importance qu'il y attachait, nous lui avons dit les raisons pour lesquelles nous ne pourrions le soutenir. Au demeurant, le premier ministre ne nous a rien demandé et nous ne lui avons rien offert. Nous sommes convenus, les uns et les autres, que l'établissement de rapports normaux entre les représentants de la classe ouvrière et le gouvernement était un objectif naturel. De tels contacts se renouvelleront.

"Nous vivons d'ailleurs dans un monde plein de contradictions et de divergences, et le seul moyen de cohabiter c'est d'avoir des rapports. Quand, à l'occasion de ces rapports, nous obtenons des améliorations pour la classe ouvrière nous approuvons et nous soutenons les décisions prises. Quand à notre avis, ce sont des choses mauvaises, nous les dénonçons et nous prenons la liberté de les combattre".

L'OPINION d'un TECNOCRATE (Bloch-Lainé) sur les syndicats:

(LE MONDE 26/10/63- propos tenus à une conférence de l'Association Nationale des directeurs et chefs de personnel (oui, ça existe).

"Veut-on ou non favoriser la force syndicale, permettre une meilleure formation des délégués syndicaux, perfectionner la procédure des réclamations pour éviter le recours à cette police un peu fatiguée qu'est le ministère du travail, le recours à la grève?

"Faut-il reconnaître la section syndicale d'entreprise? Faut-il institutionnaliser par une magistrature économique et sociale la corvée de sagesse à laquelle j'ai été soumis? "

LA PLACE d'un DIRIGEANT SYNDICAL:

"Gabriel Ventejol, secrétaire confédéral de FO, a été élu hier matin (24/9/63) à la présidence de la section du plan du Conseil économique et social, rendue vacante par le décès d'Alexandre Verret. G. Ventejol était auparavant vice-président de cette section".

licisions

Réunion inter-entreprise - PARIS - 19 Octobre 1963

12 camarades présents : Assurances-Jeumont-P.T.T.-Renault-employés-étudiants- deux camarades hollandais (presse-banque)

INFORMATIONS d'entreprises:

Jeumont: fusion de Jeumont et de S.W. (groupe Westinghouse); des bruits courent sur des mutations possibles entre Reims et St Denis, des licenciements; une réunion du Comité d'Établissement aurait été consacrée à ces questions: mais aucune information n'est donnée pas plus par la direction que par les syndicats.

Un tract CGT a informé les ouvriers de l'usine de St Denis d'un lock-out à l'usine de Jeumont à la suite d'un débrayage provoqué par un incident d'usine. Ce lock-out aurait touché

tous les services de l'usine y compris les cantines, et provoqué une véritable paralysie de la vie. Mais le tract ne contenait qu'un vague appel à des "protestations".

P.T.T. Il paraît qu'une grève doit avoir lieu le 30 ou le 31 mais les postiers l'apprennent parla radio: sur le lieu de travail, personne n'en sait rien.

Banque: Manifestation des employés de banque pour les salaires à Richelieu-Drouot le mercredi 16 après le travail. Des barrières avaient été disposées pour empêcher les manifestants d'empiéter sur la chaussée. Tout s'est déroulé -comme prévu- "dans le calme".

Assurances: Relance de revendications par les syndicats (12% d'augmentation c'est le taux que l'on retrouve partout), mais c'est traditionnel de revendiquer les trois derniers mois de l'année, de signer des accords en janvier (respectant le taux national d'augmentation), de voter pour les délégués en février, de faire le silence le reste de l'année.

Deux grèves avec occupation dans le Nord (Vermelles) et en Lorraine (Trioux) la discussion aborde la tactique actuelle des syndicats et leurs objectifs politiques; les éléments en sont repris dans l'article de tête.

Renault: aucune action particulière .

Hollande: un camarade hollandais brosse un tableau de la situation actuelle en Hollande et des grèves qui s'y déroulent. Il nous fera parvenir un texte reprenant son exposé.

UN ARGUMENT :

Un peu partout la CGT et le PC font campagne pour la signature du traité de Moscou par la France. Notamment dans les usines, une campagne de signatures, bien sûr. Refus d'un camarade de signer- réplique du militant de service: " alors tu es pour De Gaulle?"  
-" Franco aussi l'a signé. Alors, tu es pour Franco?"  
Ca s'est terminé là.

POUR COMPARER LES SALAIRES:

(les camarades peuvent nous communiquer les taux de salaires réels dans leur secteur d'activité-les idées que chacun se fait des salaires dans les autres professions est souvent inexacte).

Jeumont: salaires horaires d'octobre 1963:

Manoeuvre: de 2.40 ( M 1) à 2.44 (M 2).

O.S. : de 2.10 (OS 1) à 2.37 (OS 2D)

Professionnel: de 2.44 (P1 A) à 3.62 (P3 HC).

(ces taux d'affûtage doivent être majorés de 30% environ de boni).

ce qui donne pour l'OS 2B: un salaire horaire de 2,92, soit 500 mensuel environ pour 40h, et 650 à 700 mensuel pour 50h par semaine.

pour le P3 E un salaire horaire de 4.55, soit 787 mensuel pour 40h, et 950 à 1000 mensuel pour 50h par semaine.

# — finances —

Le bulletin ne fonctionne que grâce aux contributions des camarades de Paris, aux abonnements, à quelques ventes au numéro. Pour essayer d'augmenter à la fois la diffusion et le nombre des abonnés, nous sommes conduits à faire le service gratuit à des camarades en France ou à l'étranger. C'est aussi un instrument d'échange de publication et de liaison avec d'autres groupes.

Le coût moyen d'un numéro ordinaire de 10 feuilles (22 pages) tiré à 500 exemplaires s'établit comme suit:

entête et dernière page imprimées .....	0.08
10 feuilles (la ramette: 8.-) .....	0.16
stencils (22 stencils à 0.72) .....	0.03
encre (1 tube 1/2 à 7.-) .....	0.02
bandes (1 ramette à 6.-) .....	0.012
poste ( moyenne 10) .....	0.02

soit au total ..... 0.322 Fr.

pour 500 exemplaires: 161.-Frs.

Le tirage de 500 exemplaires représente le maximum de ce que nous pouvons faire en regard de nos moyens financiers et du concours de chacun pour la rédaction, le ronéotage et l'expédition.

Ce qui compte avant tout, c'est la régularité des contributions, le renouvellement des abonnements, et la participation au travail de rédaction et de confection du bulletin.

Des camarades nous ont demandé le service de plusieurs numéros s'ils n'en ont pas l'utilisation qu'ils nous préviennent pour que nous puissions disposer des exemplaires inutilisés au profit d'autres camarades.

Si des camarades désirent obtenir régulièrement deux ou plusieurs exemplaires qu'ils nous préviennent également.

Si vous avez des numéros antérieurs en surnombre, et sans utilisation prévue, retournez-nous les pour compléter des collections.

## correspondance

### Lettre d'un camarade de Lyon:

"Suite à votre "point de vue", p.18 du N° 22, relatant votre appréciation d'un éditorial du "Combat syndicaliste" sur la valeur que nous attachons au mot "syndicat". Il faut considérer que pour beaucoup de camarades anarcho-syndicalistes le syndicat est un organisme autorisant de grouper les travailleurs à des fins idéologiques. Tout en nous associant aux revendications des travailleurs pour améliorer leur sort, nous reconnaissons que les centrales syndicalistes ne sont que des services d'Etat qui permettent un accord provisoire entre exploités et exploités

" Ces syndicats jouent le rôle de soupape de sûreté et servent de signal avertisseur pour le capitalisme; sous le régime actuel, l'ouvrier est bien dans l'obligation de revendiquer son droit à la vie. Mais certains travailleurs tentent aussi de travailler pour des lendemains de liberté qui ne seront réalisables que par la révolution, ce qui nécessite de les grouper en une formation de défense, non plus sur le plan du salariat, mais sur le plan de la liberté. Nous ne sommes pas un parti, nous groupons la volonté d'une fraction de la classe prolétarienne décidée à une action révolutionnaire. Nous pensons que si les syndicats d'"Etat" s'attachent au problème du salariat des temps présents, nous devons, nous, nous attacher au problème des lendemains qui autoriseront l'abandon du salariat. "

Réponse:

" Une partie de notre critique visait précisément l'utilisation du mot "syndicat". Dans votre réponse, vous relevez bien la fonction des centrales syndicales dans les sociétés capitalistes modernes, comme nous pouvons le faire à ICO. Puis, vous distinguez ces centrales du "syndicat", un organisme autorisant de grouper les travailleurs à des fins idéologiques, groupant une fraction de la classe prolétarienne décidée à une action révolutionnaire.

"Cette distinction entre syndicat et "syndicat", repose donc l'ambiguïté qui résulte de l'utilisation même de ce mot: quand un tel mot est pratiqué partout avec un sens bien précis, un sens vécu par tous les travailleurs, quelle confusion si on l'emploie non seulement comme une conception idéale de ce qui existe (ce qui est le cas pour les "minoritaires" divers travaillant dans les syndicats pour les redresser), mais encore pour désigner quelque chose d'autre si différent qu'il faut l'écrire en majuscules ou le faire suivre d'adjectifs pour n'être d'ailleurs compris que des seuls initiés. Pour des camarades anarcho-syndicalistes, adhérents de FO ou de la CGT, le mot syndicat peut ainsi prendre trois sens différents.

"Cette question de vocabulaire, nous ramène à la discussion que nous suggérons dans notre critique (ICO N° 22): quel rôle assignez-vous au syndicat (tel que vous le concevez), dans la société actuelle, dans la société socialiste en regard d'organismes comme les conseils ouvriers? "

Réponse à un camarade hollandais:

Dans le N° 22 il est question d'une lettre d'un camarade hollandais publiée dans le numéro de septembre. Cette lettre est parue dans le N° 20 de juillet.

Lettre d'un camarade d'Algérie:

"D'abord merci pour l'envoi d'ICO que je ne connaissais pas. Très bien pour "ce que nous sommes, ce que nous voulons". Mais alors, que vient faire cet article sur l'Espagne (N° 21 août-septembre) pages 14 et 15, avec cette conclusion "les actions directes", ces sacrifices, leur but est politique: celui d'une organisation ...." ! Faut pas confondre avec les hommes-torpille japonais ! Même Grimau n'a pas à être mêlé à ces couillonnades de "parti communiste".

"Vous n'avez pas l'air de croire à "l'action directe" pour l'Espagne. Quelles actions préconisez-vous, face au franquisme?

"Passons aux compliments ... Votre chronique "publications" m'a fortement intéressé, et par ses critiques, et par son nombre. Egalement la rubrique "Dans le monde", ce qui est, dans la plupart des journaux de votre genre, particulièrement négligé. "

Réponse: "Dans le Numéro de "Noir et Rouge" qui vient de paraître (N° 25-Oct.63) tu trouveras un article "Espagne 63" qui constitue en quelque sorte un complément à ce qui avait été écrit en 1962. Les conclusions du texte de N.&R.



"répondent en partie à ta question " vous n'avez pas l'air de croire à l'action directe pour l'Espagne. Quelles actions préconisez-vous face au franquisme ".

"Tous les camarades d'ICO ne sont d'ailleurs pas d'accord avec les conclusions de cet article qui infirment certaines conclusions de la brochure "Espagne 62". Nous devons discuter de cette question; nous t'enverrons le point de vue des camarades qui ne sera pas forcément unique ".

# DISCUSSION

## LES CONSEILS OUVRIERS:

(extrait des Cahiers de Discussion pour le Socialisme de Conseils ( N° 3- octobre 1963).

" De nombreuses revues ou publications dites "de gauche", "d'extrême gauche", ou "communistes", et qui ajoutent parfois pour mieux faire l'épithète "révolutionnaire", consacrent de nombreux articles aux Conseils Ouvriers qui sont apparus dans divers pays, surtout depuis la Révolution russe de 1917, pour y inclure jusqu'aux fameux Conseils de gestion de Ben Bella en 1963.

" Fait curieux, les auteurs de ces articles ont besoin de ces exemples de circonstance pour se raccrocher à quelque chose, ou pour se montrer "penseurs". Que viennent faire dans les idées sur le socialisme les "communes" chinoises, les "conseils ouvriers" yougoslaves, les expériences cubaine ou algérienne? Tous ces régimes ont besoin de créer un Etat fort, ils doivent former une bureaucratie pour encadrer la population entière. Ces conseils ouvriers, ces comités de gestion n'ont pour rôle, dans ces divers Etats, que de sélectionner les individus capables qui plus tard aideront le pouvoir dans son rôle de coercition. Ces nouveaux organismes, quels que soient leurs noms, ne pourront jouer dans ces nouveaux Etats que le rôle des syndicats, comités d'entreprise, comités sociaux, etc...que nous connaissons depuis longtemps dans les pays de l'Europe occidentale.

" Notre socialisme n'a rien à voir avec ces conseils ouvriers qui ressemblent aux organes syndicaux dans nos Etats capitalistes. Les Conseils Ouvriers auxquels nous pensons ne peuvent être que de l'émanation de la classe ouvrière elle-même, ils ne peuvent voir le jour et ils ne peuvent fonctionner que si la classe ouvrière veut réellement lutter pour l'abolition de l'Etat et pour un nouveau système économique et social qui sera le socialisme selon ses propres désirs.

" Comités de gestion, conseils ouvriers d'aujourd'hui, ne sont que des instruments de l'Etat au sein de la classe ouvrière, au même titre que tout autre organisme installé dans la classe ouvrière pour mieux la contrôler.

" Certains font on ne sait quelle comparaison avec les Communes du Moyen-Age qui auraient permis de prendre la place du système féodal. Nous ne pensons pas que le socialisme puisse venir de cette façon. Ce n'est pas en copiant le passé, qui n'a vu que des systèmes d'exploitation, qu'un système nouveau apparaîtra. Nous ne voulons pas un changement dans l'exploitation, mais sa suppression pure et simple. Jusqu'à maintenant, d'une dualité de pouvoir, il n'est sorti qu'un autre pouvoir, qui s'est révélé à la longue exactement comme l'ancien, le même exploiteur du plus grand nombre.

" Il n'y a pas, depuis que l'histoire est connue, de véritable "progrès" pour les exploités. L'exploitation, depuis toujours reste foncièrement la même avec des différences de qualité ou de quantité, mais elle demeure. Il n'y a pas eu de révolution dans le sens "pur" du terme, mais changement d'exploiteur. Le socialisme ne peut être une révolution que dans la mesure où il y a suppression totale de l'exploitation. C'est là la fin du socialisme même. S'il y a "révolution permanente", ce n'est pas dans le fait que plusieurs révolutions sont nécessaires pour arriver au socialisme à travers l'esclavage, la féodalité, le capitalisme privé ou d'Etat, etc..., mais bien dans le fait que tout est en constante évolution et que même dans un système socialiste, il y aura toujours des changements et des perfectionnements à apporter. "

#### LA SITUATION ACTUELLE et NOTRE PROGRAMME:

sous ce titre "NOIR & ROUGE" N° 25-Octobre 63- publie un article de Maria Korn qui, bien qu'écrit vers 1930, a une résonance toute actuelle. Nous en avons extraits les passages suivants:

" La situation actuelle, dans le domaine des idées sociales, est le plus souvent définie comme "une crise idéologique", dans le sens d'un échec de tous les partis et de tous les programmes existant avant la guerre mondiale. Et on ajoute souvent qu'il nous faut aujourd'hui, quelque chose d'absolument neuf étant donné que tous les vieux idéaux et toutes les vieilles routes sont dépassés et ne mènent nulle part.

" Nous ne voyons réellement aucun idéal neuf qui puisse donner vraiment quelque chose de juste et d'humain, nous ne pouvons même déceler aucun élément positif récent. Et ceux qu'on nous montre sont plutôt des idéaux bien plus dépassés et pires que ceux qu'on a classés comme "idéal d'avant-guerre". Le "neuf" n'est qu'une exhumation, une résurrection des principes qu'on considérait depuis plus de trente ans comme complètement et définitivement morts. Cela ne veut bien sûr pas dire que ces quelques dizaines d'années n'ont rien changé et qu'il est aujourd'hui nécessaire et suffisant de parler le langage utilisé au début de ce siècle et à la fin du siècle précédent.

" Si l'époque contemporaine n'a pas pu donner dans le domaine des idées sociales avancées quelque chose de réellement neuf, du moins a-t-elle posé devant les conceptions et les idées déjà existantes, des exigences nouvelles, des tâches actuelles. Prendre en considération ces nouvelles exigences, répondre à ces tâches nouvelles, est l'obligation de toute tendance sociale, sinon, elle se condamnera elle-même comme pratiquement inacceptable et inapplicable dans la vie réelle. Une telle attitude à l'époque où les structures sociales actuelles craquent et où l'on cherche des structures nouvelles ne serait qu'une grave erreur.

"...Actuellement, le moment d'une réalisation nous semble plus proche cet avenir s'est rapproché, c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir un programme plus précis, de proposer des solutions concrètes aux questions que la vie pose devant nous. Mais quelles sont ces questions et ces tâches? On peut les classer en trois catégories:

- les tâches économiques
- les tâches politiques
- et celles d'un caractère éthique et social plus vaste.

"Pour nous, ce sont les questions économiques qui sont au centre du problème: ce sont elles qui attirent avant tout l'attention et leur solution semble la mission historique de notre temps. De plus, de la solution des problèmes économiques de la société, dépendent en grande partie les solutions politiques, culturelles éthiques, etc...

"Dans le domaine politique, on peut observer un phénomène paradoxal. Les déceptions des régimes parlementaires et de leur fiction pseudo-volonté-du-peuple, sont très fréquentes. Les forces financières et les banques qui dirigent derrière les coulisses les institutions politiques ont commencé dernièrement à agir d'une manière tellement ouverte et cynique que l'illusion sur l'honnêteté et la sincérité des jeux politiques des classes au pouvoir ne résistent plus.

"On parle partout de "crise du parlementarisme". Mais, ici aussi, dans quel sens dirige-t-on les issues de cette "crise"?

"Il est étonnant de constater que la pensée politique également ne regarde pas en avant, mais plutôt en arrière. On ne cherche pas des solutions par l'autogestion, l'autonomie, les principes fédéralistes, la limitation la plus grande possible des prétentions du pouvoir, mais au contraire, on cherche à augmenter le pouvoir étatique, le pouvoir personnel, on va vers différentes formes de dictature du fascisme à droite, jusqu'au bolchevisme à gauche.

"Cette dévalorisation de la liberté, même toute relative, que les peuples ont acquise par tant de sang, de souffrance, de Révolutions, peut en partie, s'expliquer par les habitudes créées par la guerre; quand, pendant quatre ans, toute l'Europe a été transformée en un camp militaire, cela ne peut pas ne pas influencer le psychisme social collectif.

"Mais le régime dictatorial, ne répond pas, lui non plus, à la question: quelle forme politique doit remplacer le régime parlementaire, dépassé et pourri. Ou plutôt, la dictature est une réponse absurde, réactionnaire, rétrograde, cynique.

"Nous pensons que le même esprit pénètre aussi le domaine qu'on peut appeler éthique ou plus simplement humain et social. Expliquons-nous. La guerre la dictature de droite et de gauche, l'organisation économique type "communiste de guerre", les essais de "vie socialiste" en Russie, tout cela a entraîné une dévalorisation non seulement de la liberté, mais aussi de l'individu: on lui refuse tous les droits, on exige sa pleine absorption dans la collectivité. La société est tout, l'individu n'est rien. Les uns au nom du devoir patriotard, les autres au nom des intérêts du "pouvoir prolétarien", tous sacrifient tous les besoins, toutes les aspirations humaines, individuelles. Si le XIX<sup>è</sup> siècle a été marqué par les efforts constants vers une libération et un épanouissement de l'individu, le XX<sup>è</sup> siècle est le triomphe du collectif. Mais l'humanité peut-elle accepter un tel sacrifice? L'individu qui se développe plus ou plus intellectuellement, qui prend de plus en plus conscience de ses droits et de ses besoins, peut-il accepter ce retour vers l'esclavage intellectuel?

"Il est évident que ce problème ne peut pas être résolu si on ne trouve pas une forme sociale dans laquelle le développement libre de l'individu s'accorde avec les intérêts de la société".

# publiccitions

Tout camarade peut nous adresser ses observations sur les publications citées, sur les critiques que nous en faisons, ou sur celles non citées, qu'ils peuvent avoir trouvées intéressantes. L'important pour nous est de parvenir à une critique ouverte et franche de ce que nous pouvons lire dans toutes les publications, qu'elles s'adressent ou non aux travailleurs, pourvu qu'informations et critiques nous aident à la compréhension de la société où nous vivons.

DIRECT ACTION:

en anglais- (Bill Christopher- 34 Cumberland Road- E 17 - ) Octobre 63  
Le racket des propriétaires - Castro, gardien de la liberté- Des camarades  
en danger- Les mineurs espagnols combattent.

LE COURRIER MARXISTE:

N° 21-Octobre 63- (Bayvet, 4 Square A.Bartholomé- Paris 15è -).  
Cinq pages de "Propos sur les syndicats", qui partent de positions bien  
connues dans tous les partis ouvriers, SFIO, PSU, trotskystes, etc... posi-  
tions posées comme des postulats que l'on doit admettre:

- la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire.
- les syndicats contrôlant la gestion de la production en liaison  
étroite avec le parti.
- la partie consciente du prolétariat se trouve dans les syndicats.

Et ces vérités affirmées, ces camarades peuvent dire "il faut, à partir  
des syndicats, poser le problème de la lutte de classes ".  
Partant de là, il est proposé de forcer les syndicats à se réformer, à  
poursuivre un travail d'information de sorte que les travailleurs puissent  
se faire une idée de la gestion ouvrière, se former à cette gestion. Sur  
ce plan d'information et de formation pour faire prendre conscience des  
problèmes réels de gestion, entièrement d'accord: c'est un des buts que  
nous nous sommes fixés à ICO. Entièrement d'accord aussi sur le fait que  
ce travail doit sortir absolument des "grands principes" à propos de  
tout et de rien, des grands mots ou des schémas qui s'appliquent à tout  
et répondent à tout; d'accord sur le fait que ce travail doit être fait  
au niveau de l'entreprise, inlassablement, à partir des cas concrets qui  
se posent et à la mesure des travailleurs.

Mais ces camarades tombent dans le même défaut d'irréalisme qu'ils repro-  
chent aux autres, quand ils parlent des moyens envisagés pour y parvenir:  
"Le jeu des questions posées tant aux assemblées générales dont il faut  
éventuellement demander la convocation... Aucun délégué syndical ne peut  
refuser de répandre ces informations, etc..." Ils sont en retard d'une  
expérience vécue: celle de la lutte contre la bureaucratie syndicale à  
l'intérieur du syndicat dans une entreprise. Quand ils l'auront faite, peut-  
être seront-ils amenés à considérer d'un autre oeil les "possibilités  
syndicales", le rôle du parti, etc... A condition qu'ils appliquent la  
réflexion marxiste qu'ils font sur la société à leur propre expérience.

Même revue: N° 22 15 octobre 63: l'envers de l'endroit (Algérie)- Propos  
économiques.

PROGRAMME COMMUNISTE:

N° 25-Octobre 63- BP 375-Marseillé Colbert.  
Communistes des temps meilleurs- Bases pour l'adhésion au Parti Communiste  
Internatio-naliste (programme communiste) Socialisme et syndicalisme  
dans le mouvement ouvrier français.

LE PROLETAIRE:

bulletin du parti Communiste Internationaliste (programme communiste)  
N° 3 Octobre 63-

Frachon, la coexistence pacifique et la lutte de classe- Que Franco  
s'en aille et ils laisseront tout le reste en place- La leçon des mineurs  
asturiens- Frachon chez Pompidou- La grève du bâtiment en Angleterre-

Encore sur la grève des marins- La fable de la lutte anti-monopoliste.

LE MONDE LIBERTAIRE:

N° 95- Novembre 63- 3 Rue Ternaux- Paris IIIè.  
Trois pages sur l'anarcho-syndicaliste et la société moderne (sur lesquelles nous reviendrons).

CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE:

Ottié 21 Rue des Mathurins- Bièvres S.&.O.- Nos 93-94 août-sept. 63  
L'école qu'il nous faut fonder- Où va l'anarchisme espagnol- La liberté métaphysique- Anarchisme et humanisme libertaire- Nouvelles révélations de Castro- L'homme dans l'industrie- Sur la patrie- L'Etat et le Capital- La pensée d'Erich Fromm - Une expérience passionnante (Uruguay).

CAHIERS DE DISCUSSION POUR LE SOCIALISME de CONSEILS:

N° 3-octobre 63- s'adresser à ICO-  
sommaire: les Conseils ouvriers- Réponse au questionnaire sur le socialisme- Remarque sur "Présent et Avenir" de Jung- Conditions objectives et conditions subjectives.

LE COMBAT SYNDICALISTE:

organe de la Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs (Ière Internationale)  
Fauchois, 39 rue de la Tour d'Auvergne- Paris- N° 268 24/10/63.  
Une page en français, trois en espagnol (ce que regrettent dans une lettre des camarades de Marseille)- Editorial sur la baisse des prix- (dont nous reparlerons) Les envoyés de Dieu- Vaine ambition- Organiser la paix-  
En espagnol: une réponse à l'article "inutilité du syndicalisme" paru au Mexique (Terre et Liberté) et reproduit dans ICO N° 22 octobre 63.  
L'article sur la baisse des prix est une réponse à une critique parue dans ICO Juillet 63- N° 20- (pourquoi ne pas citer le nom d'ICO?)

POUVOIR OUVRIER:

pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire... dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir: le pouvoir des conseils de travailleurs- N° 54- Octobre 63-  
sommaire: Niveau de vie et revendication- rôle de la maîtrise- la représentation aux Asturies- Krouchtchev et les voies pacifiques- Qui veut aider les patrons à mieux diriger-

EN ANGLAIS:

The RSG- 1919-1963- brochure du groupe anglais Solidarité- Bob Potter  
197 King's Cross Road Londres-  
Etude très documentée sur l'appareil gouvernemental secret mis en place "en cas d'urgence" c'est-à-dire de danger pour la classe dominante, c'est-à-dire pendant les guerres (14-18- et 39-45), la grève générale ou la guerre atomique.

SOLIDARITY: ( for worker's power )

même adresse - volume 3- N° I-

Soudain l'été dernier- (démolit la façade respectable des institutions anglaises)- Quand la lumière quitte l'Angleterre (discussion sur les problèmes posés aux militants dans les centrales électriques) -Appel d'un docker- Lettre de Belgique- Récit d'un voyage d'un groupe de pacifistes en Grèce -

LA REVOLUTION PROLETARIENNE:

syndicaliste révolutionnaire - 14 Rue de Tracy, Paris 2è.

N° 487 octobre 63-

Droit d'asile et liberté pour les émigrés espagnols- De Gaulle: un accident- Jacobinisme, socialisme ou bonapartisme- Le syndicat, un Etat dans l'Etat- Pour un nouveau manifeste socialiste-

C.I.L.O.

Commission Internationale de Liaison ouvrière- Yvernel, 16 Rue du commerce, Paris, 15è- N° 26- octobre 63

Droit d'asile et liberté- Lettre des Asturies- Situation des ouvriers espagnols à Amsterdam- Les parias de l'Europe- Lettre de France- Les syndicats américains et la lutte des noirs aux USA- Le gang Stroessner (Paraguay) -Révolution et idéologie (Bolivie)-Structure économique et conditions sociales en Afrique du Sud-

ECOLE EMANCIPEE:

N° 3- 17 octobre 63-

un article de P.Broué sur le Congrès des Trade-Unions Britanniques d'un point de vue trotskyste).

NOIR & ROUGE:

Cahiers d'études anarchistes-communistes- N° 25-octobre 63-

Lagant- BP II3- Paris 18è.

sommaire: Edito- Personalisme et anarchisme- Espagne 63- Maroc 63

La situation actuelle et notre programme- Courrier-

Ce numéro contient un supplément, traduction de l'article "Anarchisme " de l'Encyclopédie Britannique -texte en partie écrit par Kropotkine C'est un bon exposé historique et critique de l'anarchisme jusqu'à aujourd'hui.

AUTRES PUBLICATIONS RECUES:

L'HOMME LIBRE (Recherche d'une psychologie libératrice) N° 16-oct.63  
CEP II Rue de la Résistance, St Etienne-Loire-

L'ANARCHIE: Journal de l'Ordre- organe de l'Alliance Ouvrière Anarchiste  
Perrin, 6 Rue des Andrielles Paris -

CAHIERS DES AMIS DE HAN RYNER: 3 Allée du Chateau, Les Pavillons-sous-Bois (Seine)

LE CYCLOPE: revue mensuelle d'éducation et de littérature- P.Coran  
79 Cité du Bois, 14è- Belgique-

1936- 1939- 1943- 1947 et tentatives de réunification actuelle).

B- RAPPORTS DES SYNDICATS:

- avec l'Etat: la récente réglementation de grève n'est que l'état de fait qui quelque temps plus tard est mis en loi, d'ailleurs les syndicats n'en sont pas mécontents au contraire. L'Etat, par cette loi, a donné plus d'importance aux centrales syndicales - soutien du régime gaulliste par plusieurs grèves générales - Les grèves générales, lancées par les syndicats, ne réussissent que lorsque l'Etat les soutient plus ou moins officiellement.

- avec les patrons.

- rapports entre bureaucrates syndicaux et Etat.

- rapports entre bureaucrates syndicaux et partis politiques.

- rapports entre bureaucrates syndicaux et ouvriers

- rapports entre bureaucrates syndicaux et syndiqués.

- rapports entre les différents syndicats. Ils savent très bien faire l'union lorsque la classe ouvrière fait parfois des tentatives de dépassement comme nous l'avons vu lors de la grève des mineurs. Ils ont très bien su s'unir lors des grèves de Nantes et de Saint-Nazaire, il y a quelques années pour sauver leurs positions personnelles.

C- RAPPORTS ENTRE LES OUVRIERS ET LES SYNDICATS:

- n'y adhèrent pas ou peu.

- font des critiques constantes

- y adhèrent comme à une compagnie d'assurances: pour pouvoir travailler (dans le Livre), pour être sûr de l'avancement (dans la fonction publique).

- pour les ouvriers, le syndicat devient une agence de renseignements; ils se servent des délégués pour les renseignements, mais ils les repoussent aussi facilement dans d'autres circonstances comme profiteurs et mouchards.

- rapports dans les grèves.

Il n'est pas question de remplacer les syndicats existants par d'autres organisations similaires et dites "nouvelles" mais de jeter les bases pour un travail sérieux, dirigé contre toutes les organisations participant à notre exploitation. Il n'est pas question de prendre la tête de syndicats, ceux-ci ne peuvent vivre qu'en collaboration étroite avec l'Etat et quelqu'en soit la direction, le rôle du syndicat est toujours le même. Ce qui peut ressortir de ce programme d'étude, c'est que, si la classe ouvrière refuse de prendre elle-même conscience de sa situation, ce ne sont pas des bureaucrates qui se mettent à leur tête "pour leur bien", que les rapports entre exploités et exploités peuvent changer. Ces bureaucrates ne peuvent que profiter de leur situation pour améliorer leurs conditions et essayer uniquement de prendre la place de ceux qui exploitent pour continuer cette exploitation qui jusqu'à maintenant a toujours existé.

## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

### **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I.C.O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER